

LE PREMIER MAI 2022 AU CLUB ACHILLE CHAVÉE !

14h00-16h00 : Animation Cirque gratuite pour les enfants par LUPI « l'échassier lumineux » (jonglage, équilibre, monocycle, sculpture en ballon...)

11h00- ouverture :

Apéro-musical + Food Truck + Expo, Stands politiques et associatifs, Maquillage pour les enfants par Yvonne, Buvette...

14h00-15h30 : Débat : Jeunes & Engagement !

Avec : Lou-Anne – Jeunes CSC / Quentin – Ecolo J / Joyce et Sarah - Red Fox / Malik – Jeunes Socialistes / Christophe – Jeunes FGTB / Aliou – Jeunes Organisés et Combatifs / Briec – Campagne « In My Name » (pour la régularisation des sans-papiers) / Un.e représentant.e - Youth For Climate

15h30-17h00 : Animation musicale / Discussions politiques et fraternelles autour d'un verre révolutionnaire !

Une initiative du Club Achille Chavée
Rue Abelville, 34 à La Louvière

infos: jeanpierre.mi@skynet.be



avec le soutien de :



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

ENTRETIEN (PARU DANS L'HUMANITE)

Thierry Michel : « Au Congo, la justice est celle des gagnants »

Dans *l'Empire du silence*, le documentariste belge filme les conséquences des guerres qui déchirent la République démocratique du Congo depuis vingt-cinq ans. Suivant les réfugiés jetés sur les routes, il interroge l'impuissance de la communauté internationale. Entretien.

Publié le

Mardi 15 Mars 2022

Françoise Germain-Robin et Marc de Miramon



« Un film nécessaire, parce qu'il me fallait parler de ces millions de gens qui ont souffert et continuent de souffrir, depuis 1996, de guerres dont on ne parle pas et de massacres que le monde a préféré ignorer. » © JHR Films

C'est un film bouleversant qui était présenté samedi soir en avant-première à Paris dans deux salles des Sept Parnassiens et qui sort ce mercredi. Un grand film de cinéma en même temps qu'un documentaire rare, unique, sur les guerres qui ont déchiré ce pays, la République démocratique du Congo (RDC), où les tueries et les viols de masse continuent aujourd'hui, vingt-six ans après ce qu'on a appelé la première guerre du Congo, en 1996, suivie de la deuxième en 1998, et de leurs séquelles persistantes. La caméra experte du réalisateur belge Thierry Michel filme au plus près les visages de ces hommes et femmes, millions de réfugiés tentant de fuir les armées qui ont alors envahi le pays. Des restes d'humanité démunis et hagards, surtout des femmes et des enfants, essayant de survivre dans la forêt, le long du fleuve somptueux et dans des paysages à couper le souffle. On voit dans ce film tous les malheurs des guerres, mais aussi l'impuissance de ce qu'on appelle la « communauté internationale », qui n'a rien fait pour secourir les victimes et ne fait toujours rien pour que justice soit rendue, pour que les bourreaux du peuple congolais soient punis.

Vous êtes l'auteur d'une trentaine de films. Combien en avez-vous consacré au Congo belge qui s'appelle aujourd'hui la République démocratique du Congo ?

C'est mon treizième film sur ce pays et ce sera mon dernier. C'était pour moi un film nécessaire, parce qu'il me fallait parler de ces millions de gens – on n'a jamais eu de chiffres précis – qui ont souffert et continuent de souffrir, depuis 1996, de guerres dont on ne parle pas et de massacres que le monde a préféré ignorer. Ils sont pris dans une spirale infernale qui ne s'arrête pas à partir du moment où on bascule dans l'impunité. Le film montre cette injustice fondamentale que dénonce le docteur Denis Mukwege, prix Nobel de la paix 2018, héros de mon dernier film, *l'Homme qui répare les femmes*, qui ne cesse de réclamer la justice pour les victimes de ces guerres.

Ce film sort au moment où on ne parle que de la guerre en Ukraine, avec ces mêmes images terribles de réfugiés en fuite. C'est frappant, non ?

Oui, sauf que les réfugiés que l'on voit dans mon film sont pourchassés et massacrés par les armées qui ont envahi le pays et ont été complètement abandonnés par les grandes puissances. L'autre différence, c'est qu'il s'agit de guerres dont on n'a pratiquement pas parlé. Au bout de vingt-cinq ans, il n'y a pas de tribunal pour punir les crimes commis, alors qu'au Rwanda il a fallu trois mois pour installer un tribunal pénal international, en ex-Yougoslavie trois ans. Ici, silence absolu.

Pourquoi ?

C'est la question que le film pose. La justice est celle des gagnants qui jugent les perdants. Au Congo, des auteurs de crimes de masse, dont certains sont nommés dans le film, sont encore dans les hautes sphères du pouvoir et de l'armée. Les choses sont en train de changer avec la fin du régime Kabila : on peut espérer que la RDC demande au Conseil de sécurité de l'ONU de mettre en place un tribunal international. Quant aux pays voisins impliqués dans ces guerres, l'Ouganda et le Rwanda, le premier vient d'être condamné par la Cour pénale internationale à verser 325 millions de dollars de dommages de guerre au Congo, ce qui est dérisoire. Le Rwanda n'est condamné à rien, car il ne reconnaît pas cette juridiction, exactement comme Israël d'ailleurs.

« ON VOIT AUSSI DANS LE FILM QUE LES VICTIMES, NOTAMMENT LES FEMMES, OSENT ENFIN PARLER ET DÉSIGNER LEURS BOURREAUX. C'EST UN CHANGEMENT IMPORTANT. »

Y voyez-vous des facteurs d'espoir ?

Le principal espoir, c'est la mobilisation dans plusieurs villes du Congo d'hommes, de femmes, de jeunes, d'avocats qui descendent dans les rues pour réclamer la justice et l'application du rapport Mapping de l'ONU qui date de 2010 et n'est toujours pas suivi d'effets. On voit aussi dans le film que les victimes, notamment les femmes, osent enfin parler et désigner leurs bourreaux. C'est un changement important. On a quand même commencé à briser le silence. Le mot de la fin du film, c'est ce chant magnifique entonné par ces femmes, « *Le sang va crier* », dans la langue de l'ethnie du président Tshisekedi.

Comment rendre intelligible cette litanie de massacres, ces carnages incompréhensibles ?

Je suis un témoin qui a décidé de rassembler des pièces éparses de l'histoire dont chacun a quelques images ou quelques bribes, pour en reconstituer la logique. À partir d'une première guerre géopolitique qui était effroyable mais compréhensible, dans le contexte du prolongement du génocide perpétré au Rwanda, les armées régionales (principalement rwandaise et ougandaise) ont instauré une logique de pillage des ressources congolaises. Dans la région du Kasaï, c'est encore autre chose. Il s'agit d'un soulèvement local, d'une jacquerie soutenue par des populations paupérisées et abandonnées par le pouvoir central. Au lieu de respecter les règles du droit, le pouvoir congolais y a commis de nombreux massacres. Quant aux régions du Kivu, elles ont subi la prédation des multinationales comme celle d'une économie militaro-mafieuse qui implique là encore les pays voisins comme les grandes puissances, États-Unis ou Chine en tête.

Votre film est en quelque sorte une arme pour susciter le débat et pour que justice soit faite.

Effectivement, une série d'ONG (1) ont décidé d'appuyer la campagne Justice for Congo lancée par la société les Films de la Passerelle. Nous avons mis des matériaux à disposition sur le site, notamment des « capsules », des vidéos de quelques minutes, chacune sur un thème précis : les camps de réfugiés, le pillage des ressources, la justice transitionnelle, etc. Elles sont déjà très partagées sur les réseaux sociaux en Belgique, où le film est sorti depuis trois mois, mais aussi en RDC, où certaines ont été visionnées jusqu'à 400 000 fois ! Et ce n'est qu'un début. Le film, qui a déjà été présenté en avant-première à Kinshasa, va l'être à nouveau d'ici à l'été à l'occasion d'une tournée dans l'ensemble du pays. C'est une chose qui eût été impossible il y a quelques années.

(1) FIDH, LDH, Acat, MSF, Amnesty International, les Clionautes, Signis et le Comité de soutien au docteur Mukwege.

Atelier du Club Achille Chavée « Enseignement et informatique »

Le CAC organise un atelier de réflexion sur le rapport enseignement – informatique.

Pourquoi cet atelier ? : L'emprise de l'industrie informatique dans tous les secteurs de la société s'est encore renforcée durant la pandémie. Ce fut particulièrement flagrant dans l'enseignement, un secteur où des questionnements fondamentaux se posent : discriminations, exclusions, aggravation des inégalités sociales, rôle dévalorisé des enseignants dont la fonction apparaît subalterne par rapport au numérique, environnement, coûts pour les pouvoirs publics... C'est en fait le devenir de l'enseignement lui-même qui est posé.

Objectif de l'atelier :

Réfléchir collectivement et bien définir les enjeux posés par l'emprise du numérique sur l'enseignement. Le numérique peut constituer un support à l'enseignant, un outil utile à l'enseignement mais ne peut en aucun cas se substituer à la relation humaine qui lie élèves entre eux et élèves et enseignants, dans la classe, en présentiel, si importante dans l'acte d'apprendre et, de manière plus générale, tellement fondamentale dans la socialisation des êtres humains. Intéressé-es ? Manifestez-vous jeanpierre.mi@skynet.be ou 0472/253.490.

Ca s'est passé près de chez nous Russie : Ukraine, 2012-2022 : fin ou naissance d'un empire.



C'est à l'initiative de l'Extension de l'ULB que le CAC, avec Picardie Laïque – Cest Central – les Maisons de la Laïcité de La Louvière, de Morlanwelz et de Chapelle-Lez-Herlaimont - Les Equipes Populaires Hainaut-Centre et La ville de La Louvière se sont associées pour organiser, le 1er avril, la conférence donnée par



Aude Merlin, Chargée de cours en Sciences Sociales ULB, Spécialiste de la Russie et de l'espace Post soviétique et Nicolas Gosset, Politologue, chercheur Asie/Eurasie au Centre d'études de sécurité et défense de l'IRSD, spécialiste de la Russie, des anciens mondes soviétiques et des dynamiques géopolitiques eurasiatiques.

Un public très nombreux a répondu à l'invitation des organisateurs. Nous retiendrons surtout l'exposé de Monsieur Gosset illustré de nombreuses cartes et de références historiques. Pour lui, l'objectif de Poutine est d'occuper l'est et le sud-est de l'Ukraine, contrôler l'accès à la mer d'Azov et sanctifier la Crimée et le Donbass comme territoire indépendant de l'Ukraine.

La recette des entrées a été versée à la Croix Rouge en solidarité avec les réfugiés ukrainiens.